

Ce qui guette la Ligue si une nouvelle offensive sur « le front intérieur » pour le renforcement de l'« appareil » n'est pas rondement menée, c'est l'eclectisme et l'hétérogénéité.

Quand on voit ce que la modeste bataille sur le front intérieur depuis le deuxième congrès nous a permis de faire, on peut mesurer ce que de nouveaux efforts, en matière d'organisation auraient comme pouvoir pour décupler la force de frappe militante de la Ligue, et sa production dans le domaine de la presse, de l'édition... mais surtout ces nouveaux efforts sont absolument vitaux pour empêcher l'éclatement des contradictions et de tensions qui proviendront de la croissance de nos responsabilités. Il serait possible de prouver cela à l'aide de nombreux exemples : il faudra le faire dans des textes appropriés, car il est nécessaire d'associer — jusque dans les détails — l'ensemble des militants à la connaissance concrète de comment vit et fonctionne leur organisation. Il n'y a aujourd'hui que très peu de camarades qui sont informés du nombre de permanents de l'organisation et surtout de leurs tâches précises : la même ignorance existe sur toutes les autres composantes de l'appareil ; ceci est de la plus grande gravité et s'avérera le principal frein à notre renforcement organisationnel si nous n'employons de nouvelles méthodes quant à ces questions, à commencer par la dépense de temps et d'argent nécessaires à l'information de tous les militants.

Le nombre de camarades employés par l'organisation doit augmenter dans tous les services (expédition ; local ; ronéo ; librairie ; administration ; comptabilité ; rouge ; maquette) ceci nous est imposé par notre propre développement. Nous y parviendrons promptement. Mais l'essentiel se trouve ailleurs :

1) Dans l'infrastructure matérielle qui est mise à la disposition des directions régulières pour leurs tâches : notamment en priorité en ce qui concerne le BP, la DP, et la CNO. Chacune de ces trois instances de direction doit pouvoir disposer d'un secrétariat technique, administratif et politique conséquent.

Le BP doit pouvoir travailler entièrement par textes écrits, être en mesure de donner des compte-rendus détaillés des discussions politiques qui ont lieu en son sein pour permettre un contrôle du CC et de l'ensemble de l'organisation : cela exige une infrastructure multipliée par trois (il faut inclure dans ces tâches — les rapports unitaires, les liaisons avec la province, les contacts avec la presse (6)). La CNO doit pouvoir disposer d'un secrétariat particulier, elle aussi : vu l'importance du travail de centralisation et de correspondance, l'augmentation du nombre de circulaires, les débats dans les BI du secteur ouvrier, il y a place pour un permanent technique (7). Enfin la DP a fonctionné jusqu'à présent de manière artisanale : un seul permanent pour 1500 adhérents (contre un permanent à Rouen pour 200 adhérents) voilà qui est stupéfiant. Au moins cinq permanents politiques doivent se trouver à la direction parisienne, mais ce n'est pas suffisant : il faut une infrastructure technique également pour le fonctionnement administratif du centre nerveux des 18 sections parisiennes : au minimum un secrétariat de trois camarades, aussi important que celui du BP est exigible. Ces mesures sont indispensables pour que ces directions fonctionnent dans la clarté, sans confusion des tâches, et puissent établir des

rapports corrects entre elles. Ainsi apparaîtra la Fédération de Paris de la Ligue Communiste, organisatrice des mobilisations sur Paris, responsable des contacts unitaires sur Paris, direction de l'organisation sur Paris : chaque fois qu'il sera nécessaire une discussion pourra avoir lieu entre secrétariat de DP et de BP pour situer l'importance de l'action en cours et juger si cela doit être pris en charge par le « national » ou non, ce qui sera par contre-coup indispensable pour que la province ne soit pas subordonnée à un BP ayant uniquement une « vue parisienne » des choses.

Ce sont là les premiers pas ; mais il est clair que nous devons, lorsque nous le pourrons, multiplier cette démarche dans nos principaux secteurs d'intervention : ainsi que nous devons mettre sur pied et le plus tôt possible, une direction de toute notre intervention Education Nationale avec également une infrastructure technique lui permettant de travailler (détacher un des actuels responsables enseignants comme permanent politique pour la Ligue au travail enseignant permettrait enfin de ré-intégrer pleinement ce secteur dans la dialectique de notre intervention).

Et de même que nous avons détaché des cadres pour le FSI et fait payer par cette organisation un permanent technique, nous devons en faire de même pour les autres organisations à caractère de masse que nous prenons la responsabilité d'animer : FNCL, organisations lycéennes et CET.

Tout cela implique une étape supérieure à franchir dans la bataille sur le front intérieur : c'est la lutte contre la confusion des responsabilités et des tâches. En délimitant correctement chaque secteur et en lui donnant le maximum de moyens pour fonctionner de façon « autonome » c'est le meilleur moyen paradoxalement de combattre la sectorialisation, c'est le meilleur moyen de permettre une réelle (et non une fausse) centralisation, c'est le meilleur moyen de permettre des discussions concrètes sur les forces exactes à investir dans chaque secteur, c'est le meilleur moyen d'appliquer correctement un travail dialectique entre nos différentes interventions sans être par trop soumis à l'écartèlement.

2) La deuxième direction que doit prendre notre effort organisationnel, c'est vers le renforcement des DV et l'homogénéisation des villes de province. Quelques exemples nous ont prouvé que faute de discussion, d'éducation, de centralisation, de graves erreurs pouvaient être commises, selon les niveaux et les forces de nos groupes en province : une « campagne sur les prisons » à Poitiers, ou sur le Tchad à La Ciotat, une non-application de la dialectique des secteurs d'intervention (négligence du travail étudiant ou lycéen) dans certaines villes.

En milieu étudiant, la centralisation de la grève contre les CFPM a été l'occasion de vérifier que quelques villes de province, faute d'appliquer des consignes nationales, se trouvaient localement placées en porte-à-faux dans leur travail, tandis qu'une centralisation bien faite d'une campagne devenait une arme redoutable contre tous nos adversaires politiques en milieu étudiant.

Non seulement il va nous falloir poursuivre la mise sur pied de directions nationales (et non parisiennes) de secteur mais il va nous falloir consacrer plus d'effort et de moyens à l'aide et au renforcement des petites villes : stages, voyages, séjours prolongés de militants du BP ou du CC.